

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

**M. Malone:** J'ai écouté hier le discours d'un député néo-démocrate, un excellent discours. Il a déclaré que l'argent devrait être réparti par trimestre, et que le gouvernement devrait en rendre compte trimestriellement. Cela me semble sage. En fait, à mes yeux, c'est la logique même; sans compter que les citoyens canadiens sont en droit d'attendre un budget. Le budget donne une idée de la façon dont on se propose d'affecter les crédits, et en se fondant sur cette projection, le gouvernement a alors le droit de dire: «C'est ainsi que nous allons dépenser l'argent». Actuellement, notre déficit total s'élève à 66 milliards de dollars et le gouvernement demande 12 milliards supplémentaires. En outre, nous savons que si nous y ajoutons le service de la dette et les frais d'intérêt, il en coûtera plus de 80 milliards de dollars aux Canadiens.

● (2130)

Ma circonscription ne compte plus un seul milliardaire depuis longtemps. En fait, les millionnaires sont très rares. Mais si l'on prenait un billet d'un dollar, qui mesure exactement six pouces de long, et que l'on en plaçât un million bout à bout, ils couvriraient une distance d'à peu près 85 milles. Si l'on prenait un milliard de dollars, ils couvriraient cinq fois la distance de Vancouver à Halifax. Le gouvernement nous en demande douze fois plus pour les dépenser sans dire à la population ni au Parlement du Canada pourquoi il veut cet argent. Le gouvernement nous dit simplement qu'il a besoin de 12 milliards de dollars et il s'attend à ce que nous les lui accordions. Pourquoi le gouvernement réclame-t-il 12 milliards de dollars, pour quelle raison? Il n'a peut-être besoin que de 6 ou 11 milliards. Certes, il est inacceptable que le gouvernement demande le pouvoir d'emprunter 12 milliards de dollars sans indiquer le moindre à quelles fins servira cet argent. Cela est inacceptable et nous démontre bien le style du gouvernement libéral. Il aime à dépenser, mais il se fiche éperdument de sa responsabilité financière vis-à-vis du Parlement. Il ne se soucie guère des impôts qu'il devra percevoir de la population ni de la dette. D'après la façon dont le gouvernement dirige le Parlement du Canada, le pouvoir est devenu plus important que les réalisations, plus important que les Canadiens et le but dans lequel il a d'abord accédé au pouvoir.

Si un citoyen canadien perd sa carte Chargex ou MasterCard, il doit s'en inquiéter un peu et téléphoner immédiatement au siège social de ces sociétés pour les en informer. Mais si jamais il perd ses cartes sur la colline du Parlement en présence de députés libéraux, il devrait immédiatement changer d'identité et quitter le pays le plus tôt possible. La carte n'assure qu'une protection de 24 heures et les libéraux sont capables de contracter des dettes rapidement. Donc, qu'il ne laisse pas traîner ses cartes autour d'ici.

J'aimerais maintenant orienter ailleurs mes pensées pendant qu'il me reste du temps ce soir. Je veux parler en Albertain et en Canadien d'un des très importants problèmes qui se posent actuellement pour le pays. Je voudrais présenter quelques réflexions sur l'énergie principalement, et sur ce qu'une nouvelle approche de la question énergétique pourrait nous permettre de ne pas aller emprunter au rythme actuel. Et cela donnerait à tous les Canadiens un sentiment de richesse beaucoup plus vif que celui qu'ils éprouvent actuellement. En ce moment, en 1980, nous n'avons pas besoin en Alberta de nouvelles usines d'exploitation des sables bitumineux, de nouvelles cheminées industrielles ou d'industrialisation. Mais nous

estimons, qu'étant Canadiens, il faut nous plier à la nécessité de produire plus d'énergie au Canada. Pour protéger notre mode de vie, nous ne voulons pas voir arriver chez nous un afflux de nouveaux ouvriers, avec leur cortège de charges hospitalières, scolaires et sociales. Nous devons assumer le devoir que nous impose l'intérêt général de contribuer à nous rendre moins dépendants de l'énergie étrangère, mais nous ne voulons pas vendre à n'importe quel prix une ressource qui s'épuise rapidement. Il faut comprendre ce qui va arriver si la prospérité des provinces de l'Ouest cesse. Il faut faire le rapport entre l'importante question énergétique et l'importante question des emprunts. En fait, l'énergie c'est une ressource qui pourrait fournir plus d'argent pour la marche de l'État qu'il n'en faut. En ce moment, nous importons quelque 500,000 barils de pétrole par jour. Cela va nous coûter cette année dans les trois milliards. Cela veut dire que nous prélevons de l'argent dans les poches des Canadiens pour l'expédier ailleurs dans le monde. Il va au Venezuela, au Mexique ou quelque part au Moyen-Orient. Il ne crée pas un seul emploi au Canada. Il ne fait pas rouler un seul bout de tuyau dans aucune de nos usines de laminage. Il ne fait travailler personne et n'utilise pas de ressources du Canada. Je n'arrive pas à comprendre que le gouvernement soit si pressé de payer le pétrole mexicain au cours mondial, alors qu'il est incapable de passer un marché convenable avec la Saskatchewan, l'Alberta ou la Colombie-Britannique quand il s'agit de pétrole canadien. C'est un fait bien connu qu'un accord passé avec les provinces prévoit un prix inférieur aux cours mondiaux. Cela nous permettrait de devenir autosuffisants en fait d'énergie, et nous donnerait un avantage marqué sur la concurrence internationale.

Nous devons reconnaître que les gouvernements de l'Ouest veulent que notre pays en vienne à se suffire en matière d'énergie. Il faut aussi noter que ces dernières années nous avons perdu de l'argent à extraire le pétrole des sables bitumineux. L'argent qui s'est accumulé dans les coffres de l'Alberta provenait de ce que nous appelons les sources conventionnelles, le bon vieux puits de pétrole. Un rapport publié il y a trois semaines révèle que les réserves traditionnelles ont une capacité limitée d'environ 11 ans environ. Cette ressource a fait disparaître de ma province les lampes à l'huile, les maisons pleines de courants d'air et les cabinets munis d'un vieux catalogue d'Eaton et nous a donné un niveau de vie égal à celui des autres provinces riches du Canada. Je dis très sincèrement à tous les députés que les citoyens de la Saskatchewan et de l'Alberta sont encore très jeunes. Ils se rappellent trop bien ce qu'était la pauvreté dans les Prairies. Il n'y a qu'une génération qui sépare les garçons et les filles qui ont grandi là-bas du temps où nous étions exclus du cercle de richesses au Canada. Il faut aussi comprendre que déjà dans les années 10 et 20 nous savions que ces provinces pouvaient produire du pétrole. Nous avons frappé et frappé à la porte des institutions financières du centre du Canada. Nous les avons implorées de nous venir en aide. Elles n'ont pas daigné nous répondre ni même étudier de loin les possibilités d'exploitation de nos gisements de pétrole dans l'Ouest. Finalement, les Américains sont entrés en scène et sont venus à notre secours par l'intermédiaire de cinq grandes sociétés.